



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

# REPRISE COMPLÈTE DES ÉTUDES À LA FACULTÉ DE PHARMACIE

Page 4

**TRANSPORT**

**HORAIRES ET TARIFS  
DES BILLETS DES  
TRAINS ALGER-TUNIS**

Page 4

ISSN : 1112-7449

# MIDI

*L'info, rien que l'info*

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 5145 | Lundi 18 novembre 2024 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

**ACCIDENTS DE LA ROUTE**

**5 MORTS  
ET 203 BLESSÉS  
EN 24 HEURES**

Page 2

**ELIMINATOIRES CAN 2025 ALGÉRIE 5-1 LIBÉRIA**

# SANS FAUTE

Page 14

**2<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DES DATTES  
PLUS DE 180 EXPOSANTS  
ATTENDUS DU 21 AU 23  
NOVEMBRE AU PALAIS  
DES EXPOSITIONS**

Page 5

**NOMINATIONS DES NOUVEAUX WALIS**



**UN TOURNANT POUR  
LA GESTION LOCALE ET LE  
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

Page 3

LA DÉCISION DE L'ESPAGNE DE PERMETTRE DES VOLS VERS DAKHLA SOULÈVE DES TENSIONS JURIDIQUES

# Controverse autour des vols vers la ville occupée de Dakhla

Dans une décision qui risque de provoquer des débats, l'organisme public espagnol ENAIRE, responsable de la gestion de la navigation aérienne en Espagne et en territoire sahraoui, a autorisé la compagnie aérienne irlandaise Ryanair à effectuer des vols entre l'Espagne et la ville de Dakhla, un territoire occupé du Sahara occidental. Cette décision est perçue comme une violation d'un arrêt de la Cour de justice européenne rendu le 4 octobre dernier.

Sami Jlab, homme politique français et membre du parti socialiste, a annoncé l'engagement de procédures légales contre ENAIRE, pour violation de la décision de la justice européenne, qui stipule que le Maroc n'a aucune souveraineté sur les territoires occupés du Sahara occidental. Jlab a exprimé son mécontentement via un message sur X (anciennement Twitter), déclarant : «*Le Sahara occidental n'est ni marocain, ni espagnol, mais ENAIRE, un organisme public espagnol sous la tutelle de l'Organisation de l'aviation civile internationale, autorise les vols vers Dakhla. Cela contrevient à l'arrêt de la Cour de justice européenne du 4 octobre. Des actions juridiques seront entreprises !*»

Le Sahara occidental reste sous l'adminis-



tration espagnole depuis le retrait de l'Espagne en 1975, conformément aux résolutions de l'ONU, qui considère l'Espagne comme la puissance coloniale administrant le territoire non autonome. Cela rend la responsabilité de la gestion de l'espace aérien de la région incombant toujours à l'Espagne.

Ryanair est une compagnie aérienne irlandaise à bas coût, fondée en 1985, et la plus grande d'Irlande ainsi que l'une des plus rentables d'Europe. Elle a actuellement plus de 2000 lignes aériennes et 84 bases.

Cette décision a provoqué une vive réaction parmi les partisans du gouvernement

marocain, qui ont attaqué Sami Jlab sur les réseaux sociaux. Parmi les critiques se trouve Lahcen Haddad, ancien ministre marocain et membre du parlement, qui a qualifié les opposants à la politique marocaine sur le Sahara occidental de vouloir maintenir la région dans la pauvreté et l'isolement.

Sami Jlab a répondu en qualifiant Haddad de «*bon colon marocain*», en comparant son discours à celui de l'ancien maréchal français Lyautey, architecte du Maroc moderne sous le régime du protectorat français, et de l'Organisation de l'Armée secrète (OAS), pendant la colonisation de l'Algérie. En réponse aux doutes d'un

journaliste marocain concernant la gestion continue de l'espace aérien sahraoui par les autorités espagnoles, Jlab a expliqué : «*Les espaces aériens sont divisés en FIR (zones d'information de vol).*

*L'Espagne en gère trois : Madrid, Barcelone et les Canaries. Actuellement, la gestion de l'espace aérien du Sahara occidental se fait depuis les Canaries, une information vérifiable sur la carte de gestion aérienne de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).* Il a ajouté que l'ignorance de ces faits par certains journalistes marocains pouvait être due à de l'«*ignorance manifeste ou à une tentative de manipulation*».

UN AMIRAL ESPAGNOL ANALYSE LA SITUATION EN MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE

## «L'Algérie est plus forte que le Maroc »

PAR HAMROUCHE MOUNIR

Une étude réalisée par l'amiral espagnol à la retraite, Juan Rodríguez Jarate, conclut que le système marocain est un «système lâche et paria qui ne reconnaît que la langue de la force». Il affirme que si le Maroc possédait la même puissance militaire que ses voisins, l'Algérie et l'Espagne, il n'hésiterait pas une seconde à leur déclarer la guerre, motivé par ses ambitions expansionnistes.

L'amiral, qui a passé 47 ans dans l'armée espagnole, précise que sans la supériorité militaire de l'Algérie en termes d'armement et de préparation, la guerre aurait déjà éclaté dans la région.

Cette analyse est particulièrement crédible, car le Maroc a déjà lancé une guerre en 1963, connue sous le nom de «*guerre des sables*», profitant de la sortie de l'Armée de libération nationale algérienne, alors en formation, après huit années de lutte contre l'occupation française. Le Maroc cherchait alors à annexer des territoires qu'il prétendait appartenir historiquement à la dynastie alaouite, de manière injustifiée.

Dans un article d'opinion publié dans le quotidien espagnol El Independiente, suivi d'une interview avec le même média, l'amiral a minimisé la probabilité d'un conflit avec l'Algérie, affirmant que «*l'Europe n'est absolument pas intéressée par une telle guerre*», et que celle-ci ne se produira pas. Cependant, il a mis en garde contre l'hypocrisie du régime marocain, qu'il qualifie de «*premier allié des États-Unis*» dans la région du Maghreb.

Rodríguez Jarate, qui a dirigé plusieurs navires de guerre et unités navales pour l'Espagne, l'OTAN et l'Union

européenne, ainsi que le commandement général de la marine espagnole (COMSPMARFOR), a également été amiral de la flotte et directeur du musée naval et de l'Institut d'histoire et de culture navale. Il est diplômé du Collège de l'état-major britannique et titulaire d'une maîtrise en études de défense de la King's College de Londres.

Concernant la situation entre l'Algérie et le Maroc, l'amiral espagnol a commenté la perception de son pays vis-à-vis de ses deux voisins du Sud : «*L'Algérie, malgré les tensions politiques et commerciales récentes dues à l'évolution de la position espagnole sur le conflit du Sahara occidental, pourrait passer inaperçue. Mais, en ce qui concerne le Maroc, l'idée de 'respecter les frontières mutuelles' semble quelque peu ridicule. De nombreux Espagnols qui n'ont jamais lu notre principal document stratégique – et même certains qui l'ont fait – placent le Maroc parmi les pays les plus dangereux*».

Dans son analyse de la situation géopolitique du Maghreb, l'amiral estime que l'armée algérienne est supérieure à l'armée marocaine : «*L'armée algérienne est simplement plus puissante, car l'armée marocaine, par exemple, ne dispose pas de sous-marins*», un avantage stratégique que le Maroc tente de dissimuler par des déclarations provocatrices de ses responsables, notamment du roi Mohammed VI et du ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita.

L'amiral poursuit : «*L'Algérie est extrêmement bien armée. Si l'Espagne ne l'était pas, pourquoi ne pas en profiter ?*» Il estime que la priorité du Maroc reste le Sahara occidental, suivie de l'Algérie et de la région du

Sahel. Cependant, le Maroc pourrait utiliser des arguments similaires à ceux de Poutine en Ukraine, comme les «*droits historiques*», pour justifier une attaque contre l'Espagne, mais il manque de la force que possède la Russie, notamment en ce qui concerne l'armement nucléaire.

Rodríguez Jarate fait également référence aux manœuvres possibles du régime marocain pour détourner l'attention de ses problèmes internes, tels que la pauvreté, le chômage et la corruption de la famille royale : «*Quand le gouvernement marocain a besoin d'un écran de fumée pour masquer ses faiblesses, il n'hésite pas à jouer la carte du nationalisme et à revendiquer des territoires autonomes du nord du Maroc (Ceuta et Melilla)*».

L'expert militaire espagnol conclut que le Maroc n'est pas dans une position où il pourrait attaquer ses voisins, car il lui manque deux éléments essentiels : d'abord, des armes nucléaires, et ensuite, une indépendance stratégique, c'est-à-dire la capacité à mener une guerre prolongée, faute de ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz ou la vaste superficie du territoire, comme le fait l'Algérie. Il ajoute que compter sur ses alliés reste un pari risqué, selon lui.

L'amiral espagnol à la retraite Juan Rodríguez Jarate analyse la situation géopolitique au Maghreb, affirmant que l'Algérie est militairement plus forte que le Maroc et mettant en garde contre les ambitions expansionnistes de ce dernier. Il considère le Maroc comme un «*système lâche*» qui ne chercherait pas la guerre si ce n'était pour sa supériorité militaire en armes et en ressources naturelles.

M. H.

NOMINATIONS DES NOUVEAUX WALIS

# Un tournant pour la gestion locale et le développement régional

*Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a supervisé récemment plusieurs cérémonies de nomination des nouveaux walis dans diverses wilayas du pays, dans le cadre de la réorganisation administrative décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.*

PAR BRAHIM LAKHDARI

Ces mouvements font partie d'une stratégie visant à renforcer le développement régional et à améliorer la gestion locale.

## Nommé wali de la wilaya d'Aïn Témouchent :

### M. Mabrouk Ouled Abdel Nabi

Lors d'une cérémonie officielle, Ibrahim Mourad a installé Mabrouk Ouled Abdel Nabi en tant que nouveau wali de la wilaya d'Aïn Témouchent, succédant à M. Mohamed Mounir, récemment transféré au poste de wali de la wilaya de Ghardaïa. Le ministre a souligné l'importance de cette nomination dans un contexte particulier, avec l'élection de M. Abdelmadjid Tebboune pour un second mandat présidentiel et les célébrations commémorant le 1er novembre, la fête de la révolution algérienne.

Dans son discours, le ministre a évoqué l'engagement de l'État à répondre aux attentes des citoyens, notamment en matière d'infrastructures de base telles que l'eau potable, l'assainissement, l'électricité et l'amélioration du réseau routier. Il a également insisté sur l'importance d'adapter les stratégies de développement aux particularités de chaque wilaya afin de valoriser ses ressources et d'identifier ses points faibles pour les corriger de manière collective. M. Mabrouk Ouled Abdel



Nabi, de son côté, a exprimé sa gratitude pour la confiance placée en lui par le président Tebboune et a réaffirmé son engagement à poursuivre les efforts de développement pour améliorer les conditions de vie des citoyens d'Aïn Témouchent.

## Nomination de M. Mahfoudh Ben Flis en tant que wali de Bordj Badji Mokhtar

Le ministre a également procédé à la nomination de Mahfoudh Ben Flis en tant que nouveau wali de Bordj Badji Mokhtar, une autre wilaya stratégique dans le sud du pays. Cette décision fait partie des mouvements administratifs opérés le 5 novembre 2024, dans un souci d'optimiser la gestion locale et le suivi des projets de développement. La cérémonie a eu lieu à la résidence de la wilaya en présence des élus locaux, des responsables de la région et des différents acteurs économiques et sociaux.

## Nomination de M. Ali Bougara en tant que wali d'Adrar

En parallèle, M. Ibrahim Mourad a supervisé la nomination de M. Ali Bougara en tant que nouveau wali de la wilaya d'Adrar.

Le ministre a rappelé l'importance de ces désignations dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, visant à dynamiser les régions et à renforcer leur gouvernance locale. Le processus de nomination a été marqué par un grand soutien des autorités locales et des responsables de la région, qui ont réaffirmé leur engagement à coopérer avec les nouveaux walis pour accélérer la réalisation des projets de développement.

Ces changements à la tête des wilayas illustrent la volonté du gouvernement d'améliorer la gestion des affaires locales et de favoriser un développement harmonieux et équitable à travers tout le pays, tout en répondant aux attentes des citoyens et en soutenant les initiatives locales. Les nouvelles autorités locales, soutenues par les ministères concernés, auront désormais pour mission de renforcer la relation de proximité avec la population et d'assurer la mise en œuvre des projets prioritaires dans des domaines tels que les infrastructures, l'éducation, la santé et la diversification économique.

B. L.

## DIPLOMATIE

### Attaf reçoit un appel téléphonique de son homologue américain

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu, dimanche, un appel téléphonique de son homologue américain, M. Antony Blinken, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, le Secrétaire d'Etat américain a renouvelé les félicitations du président Joe Biden au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour sa réélection pour un second mandat, précise la même source.

Les deux parties se sont félicitées de ce qui a été réalisé sur la voie du renforcement des relations économiques entre les deux pays et de l'intensification de leur dialogue stratégique, souhaitant que cette dynamique soit maintenue et mise à profit à l'avenir, selon le communiqué.

Les deux parties ont, par ailleurs, procédé à un échange de vues sur plusieurs questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, notamment les développements de la situation à Ghaza, la question du Sahara occidental et le projet de création d'une opération onusienne de maintien de la paix en Haïti, conclut le communiqué.

## APN

### Séance plénière aujourd'hui consacrée à la présentation et au débat du texte relatif à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux, ce jour, en séance plénière consacrée à la présentation et au débat du texte relatif à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets, indique dimanche un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Cette séance, qui débutera à 9h00, sera «consacrée à la présentation et au débat d'un projet de loi modifiant et complétant la loi 01-19 du 27 Ramadhan 1422, correspondant au 12 décembre 2001, relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets», précise la même source. «Les travaux se poursuivront l'après-midi avec la suite du débat général et la réponse du représentant du Gouvernement aux préoccupations des députés», conclut le communiqué.

## RÉUNION SUR LE CLIMAT EN AZERBAÏDJAN

# L'Algérie engagée à faire face aux défis environnementaux

La délégation parlementaire participant aux travaux de la 29e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP29), à Bakou (Azerbaïdjan), a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à faire face aux défis environnementaux mondiaux, indique un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

«La deuxième séance de la réunion parlementaire inscrite dans le cadre des activités de la 29e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP29), a vu la participation de la délégation conjointe des deux chambres du Parlement, composée du président du Réseau parlementaire sur le climat et l'environnement, M. Abdellah Chenini, et du membre du même réseau, M. Mustapha Lounis, et lors de laquelle l'engagement de l'Algérie à faire face aux défis environnementaux mondiaux a été réaffirmé», a

précisé la même source. Dans le même contexte, M. Chenini a souligné «l'engagement de l'Algérie au respect de toutes les conventions internationales sur la protection de l'environnement, notamment les accords de Paris sur la réduction des émissions de gaz de 7% à l'horizon 2030», ajoutant qu'elle a entrepris de grands pas dans ce cadre».

Il a également cité «la mise en place par l'Algérie du plan national de la transition énergétique dans le but de réduire la dépendance au carburant fossile, ainsi que le plan national de lutte contre les changements climatiques qui représente une stratégie globale pour faire face aux changements climatiques».

M. Chenini a, en outre, évoqué «la constitutionnalisation du droit du citoyen à un environnement sain», mettant en avant «les législations adoptées par le Parlement algérien, à l'instar des lois de protection des forêts, des espaces verts et le recyclage des déchets, outre, la création du Réseau

parlementaire sur le climat et l'environnement». A cette occasion, M. Chenini a appelé à la création d'un «réseau international des pays impactés par les changements climatiques», insistant sur «l'importance de la transparence dans le financement et le transfert de technologies».

Lors des travaux de la séance consacrée au thème «Renforcer la résilience face aux changements climatiques : extension du champ d'adaptation et autonomisation locale», M. Lounis a, quant à lui, évoqué les efforts de l'Algérie dans la lutte contre la désertification, citant le projet du barrage vert, lancé dans les années 1970, visant à freiner l'avancée des sables et à réhabiliter les terres dégradées.

Il a également mis en avant «les mesures adoptées pour protéger l'environnement, à l'instar de la loi sur la protection des forêts, de la gestion des ressources naturelles, du reboisement, de la sensibilisation locale et des campagnes annuelles visant à renforcer le couvert végétal et à

impliquer les populations locales dans les initiatives environnementales».

Dans ce sillage, il a souligné «le rôle central de la coopération internationale et africaine, notamment à travers l'adhésion à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) et le renforcement de la collaboration continentale pour faire face aux catastrophes naturelles». «L'Algérie œuvre à réaliser un équilibre entre le développement durable et la protection de l'environnement», a-t-il assuré, appelant à «renforcer le soutien financier et technique international pour les projets de lutte contre la désertification». Les interventions du groupe parlementaire ont reflété «l'engagement de l'Algérie à faire face aux défis environnementaux mondiaux, à travers des politiques et stratégies intégrées dont le renforcement des législations, l'encouragement de l'innovation et l'approfondissement de la coopération internationale», selon la même source.

## PRODUCTION PHARMACEUTIQUE

### Signalement des médicaments en rupture de stock sur le marché

Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a annoncé la mise en place d'un modèle de signalement pour les médicaments qui connaissent une pénurie ou une pression sur le marché national. Selon un communiqué du ministère, plusieurs réunions ont eu lieu récemment au sein de la Direction générale de la production pharmaceutique.

Ces réunions ont été organisées en application des instructions de Ali Aoun, Ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, dans le cadre du suivi de la disponibilité des produits pharmaceutiques et de la continuité des travaux de l'Observatoire de la veille sur la disponibilité des médicaments.

Le directeur de la production pharmaceutique a insisté, lors de ces sessions, sur l'importance du rôle de l'observatoire dans l'organisation et la continuité de la disponibilité des médicaments sur le marché national. Il a souligné son rôle fondamental dans le dialogue sur les pénuries de médicaments, en analysant les causes et en proposant des solutions.

Plusieurs points ont été abordés, notamment la création de 3 groupes de travail :

- Le comité des produits pharmaceutiques destinés au marché urbain,
- Le comité des produits pharmaceutiques destinés aux hôpitaux,
- Le comité intersectoriel.

L'Observatoire a également validé la définition du terme «*disponibilité d'un produit pharmaceutique*», qui a été adoptée par ses membres. Cette définition consiste à évaluer dans quelle mesure chaque médicament est disponible pour répondre aux besoins d'un ou plusieurs domaines spécialisés et/ou importés et/ou fabriqués localement, qu'il soit public ou qu'il s'agisse de substituts biologiques.

Un modèle de signalement a été mis en place pour les médicaments rencontrant des pénuries ou des pressions sur le marché national. Une étude de la disponibilité des médicaments actuellement confrontés à des difficultés a également été lancée.

Il est à noter que l'objectif de cet observatoire, qui inclut tous les acteurs de la chaîne des médicaments, ainsi que la création de ces groupes de travail, est d'optimiser l'efficacité de ses actions et d'améliorer la coordination pour une gestion optimale des problèmes rencontrés par les produits pharmaceutiques.

Ces réunions, qui sont mises à jour chaque mois, se déroulent conformément aux instructions du président de la République, qui insiste sur la nécessité d'assurer la disponibilité des médicaments et d'éviter les perturbations qui affecteraient le patient algérien.

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

# Reprise complète des études à la Faculté de pharmacie



*Le directeur chargé de la gestion de la direction de l'université des sciences de la santé, Merzaq Ghernaout, a annoncé la reprise complète des études à la Faculté de pharmacie, ainsi que la satisfaction de toutes les demandes des étudiants en sciences médicales.*

PAR CHAHINE ASTOUATI

Dans une déclaration aux médias le directeur a indiqué que les étudiants de la Faculté de pharmacie sont retournés aujourd'hui en classe, à hauteur de 100%. Par ailleurs, la reprise des cours dans le département de médecine dentaire se fait de manière progressive.

Cette décision fait suite à une réunion qui a réuni des représentants des étudiants de différentes spécialités, le directeur de l'université des sciences de la santé et un représentant du ministère de l'Enseignement supérieur.

Le même responsable a précisé que les internes en médecine sont revenus à leurs postes en fonction de différentes proportions. Quant aux enseignants assistants de «6e année médecine», leur retour se fait progressivement.

M. Ghernaout a également souligné que la bibliothèque est désormais pleine d'étudiants qui y étudient normalement.

Il a également rappelé que les portes du ministère étaient ouvertes dès le début aux étudiants, et qu'une rencontre avait déjà eu lieu entre les représentants des étudiants et le ministre de l'Enseignement supérieur.

C. A.

## TRANSPORT

# Horaires et tarifs des billets des trains Alger-Tunis



La Société nationale des transports ferroviaires a annoncé les horaires et les tarifs des billets pour les voyages sur la nouvelle ligne internationale Alger-Tunis.

Selon un communiqué de l'entreprise, le train part de la gare de Annaba les dimanches, mardis et jeudis à 9h00 du matin.

Il arrive à Tunis, à 18h27, en passant par les villes de Souk Ahras, Gar Dima, Jendouba, et Beja, avant d'atteindre la capitale Tunis.

Le train part également de la gare de Tunis les lundis, mercredis et vendredis à 08h25 du matin, pour arriver à Annaba à 18h20. Les procédures de passage se font à la gare internationale de Souk Ahras pour

l'Algérie et à la gare de Gar Dima pour la Tunisie.

Les passagers peuvent acheter leurs billets dans les gares de Annaba et Souk Ahras, ainsi que dans les gares d'Alger, Oran et Constantine.

L'entreprise a proposé des tarifs compétitifs, avec un prix de 1900 DZD pour un billet de première classe, et 1640 DZD pour un billet de deuxième classe.

Le prix d'un aller-retour en première classe est de 3485 DZD, et en deuxième classe de 3040 DZD.

De plus, le transport est gratuit pour les enfants de moins de 4 ans, et une réduction de 50% est accordée pour les enfants de 4 à 12 ans.

## INDUSTRIE

# Tonic exporte ses produits vers la Tunisie

La société filiale Tonic Industries, relevant du groupe public algérien des spécialités chimiques, a procédé aujourd'hui à l'exportation d'un nouveau lot de coquilles d'œufs vers la République sœur de Tunisie.

Selon un communiqué du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, six camions ont été chargés avec un total de 806 000 unités.

Cette étape marque le début de la relance de l'activité de la société Tonic Industries, spécialisée dans la production de papier et de carton. Cela fait suite à l'accompagnement et au soutien qu'elle a récemment reçus de la part des autorités publiques.

Il est également prévu que la société exporte 100 000 unités de carton ondulé vers le pays frère, la Mauritanie, à la fin du mois de novembre 2024.

Ces efforts continus témoignent de la volonté de l'entreprise de retrouver sa place en tant que l'un des leaders dans la production de matériaux d'emballage et de rétablir son rôle actif dans le développement de l'économie nationale.



NADIA BENYOUSSEF :

# « Le mégaprojet intégré de phosphate est un levier économique à 100% algérien »

*Le projet du complexe de transformation et de production de fertilisants azotés et phosphatés à Oued Keberit (Souk Ahras), et de la mine de Bled El Hadba (Tébessa) pour produire, notamment l'acide sulfurique, l'acide phosphorique et l'ammoniac constitue un levier pour l'autosuffisance de l'Algérie en matière de production de fertilisants agricoles et assurera des milliers d'emplois pour les jeunes de la région, estime Nadia Benyoussef, directrice centrale au Groupe Sonatrach.*



*naître les besoins de réalisation d'un quai au menant vers le port d'Annaba dédié à l'exportation des produits finis ».*

## Une expertise 100% algérienne

Il importe de préciser que la réalisation des deux sites est, poursuit l'intervenante, « faite par la société spécialisée dans les mines, Sonarem, alors que Sonatrach est chargée de l'aspect transformation et production ».

Mme Benyoussef souligne que l'effort est propre à l'expertise algérienne qualifiée à 100%, dont le coût, jusque-là non exhaustif, est estimé à 1,5 milliard de dollars.

Quant à l'aspect études il sera déterminé vers la fin de la réalisation.

Ce projet s'étale, rappelle-t-elle, sur trois sites différents à savoir Bled El Hadba, pour le phosphate brut, Ouled El Keberit, où sera implantée l'usine de transformation, et la voie ferrée menant au port d'Annaba devant véhiculer les produits à l'export.

Intervenant, ce dimanche, à l'émission « L'Invité du jour » de la chaîne 3 de la Radio algérienne, Mme Benyoussef estime que « les deux chantiers de ce projet d'envergure constituent « deux leviers majeurs et une pierre angulaire pour l'autosuffisance de l'Algérie en matière de produits fertilisants agricoles nécessaires pour booster l'agriculture et garantir cette sécurité alimentaire ».

## Des milliers d'emplois garantis

Et d'ajouter qu'outre la sécurité alimentaire qu'offre la richesse induite par ce mégaprojet, les deux réserves « assureront des milliers d'emplois pour les jeunes de la région ».

En effet, l'invitée de la Radio algérienne, précise que « la réalisation et l'exploitation des deux réserves permettront le recrutement de dizaines de milliers de travailleurs ».

Au moins 12 000 postes d'emploi directs pour la réalisation des sites et pas moins

de 6 000 emplois dans le segment transformation, en plus des 24 000 emplois indirects dans des activités annexes, comme la logistique, le fret, seront créés autour de ces deux sites exploitables qui produiront 841 millions tonnes de phosphate depuis un gisement estimé à 1,4 milliard de tonnes.

« Ce potentiel classe l'Algérie au Top 10 des pays possédant les plus grandes réserves mondiales en phosphate », fait-elle savoir, ajoutant que « cette richesse naturelle constitue la matière première de la production des engrais phosphatés et azotés en Algérie, dont le besoin ne cesse d'augmenter, à l'instar de la demande internationale ».

## L'Algérie au Top 5

L'exploitation du phosphate intégré consiste, selon l'oratrice, « à l'extraction du phosphate brut à raison de 10,5 millions de tonnes par an au niveau du site de Bled El Hadba, où s'effectue son enrichissement, à l'effet d'augmenter sa teneur en

P2O5 et la diminution de l'oxyde de magnésium, notamment ».

Après enrichissement, ce phosphate subira des transformations chimiques au niveau du site de Oued El Keberit pour produire ces engrais phosphatés ainsi que la transformation du gaz naturel pour faire un produit intermédiaire qui est l'ammoniac qui, après transformation, on obtient de l'urée.

Concernant l'aspect technique, la chaîne de production est, selon Mme Benyoussef, scindé en deux parties essentielles, à savoir l'amont et l'aval. Par rapport à la partie amont du complexe d'Oued El Keberit, dont les travaux dureront 12 à 18 mois, il y a eu, selon elle, inauguration de l'exploitation de la mine.

Toutefois, dit-elle, « la partie aval du projet, à savoir la transformation du phosphate brut en engrais phosphatés et le gaz naturel en engrais azoté les études préliminaires et les tests d'enrichissement ont d'ores et déjà commencé, ainsi que les études préliminaires permettant de con-

## L'AMBASSADEUR DE L'UE À ORAN POUR DE NOUVEAUX PARTENARIATS

### Renforcement des liens économiques Algérie-UE

L'ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, Diego Melado Pascual, a exprimé lors de sa visite à la wilaya d'Oran son désir de renforcer les liens entre les opérateurs économiques algériens et leurs homologues européens. Cette déclaration a eu lieu lors d'une rencontre avec les acteurs économiques de la wilaya, les 13 et 14 novembre derniers, dans le cadre du renforcement des relations économiques entre les entreprises algériennes et européennes, sur invitation de Kamal Moulai, président du Conseil de Renouveau économique algérien. Au cours de la première journée de la visite, l'ambassadeur de l'Union européenne a rencontré les responsables des institutions économiques, en présence du wali d'Oran, Said Sayoud. Cette rencontre a permis de mettre en lumière la diversité et la richesse du tissu industriel de la région ouest du pays et de discuter de la coopération effective entre les opérateurs économiques algériens et européens. À cet égard, l'ambassadeur a souligné que la coopération commerciale et économique s'étend à tous les pays européens sans distinction. À cette occasion, les entreprises de la région ont exprimé leur souhait de « voir une partenariat plus fort avec les entreprises européennes, notamment à travers de nouveaux investissements et une production commune », affirmant que « la production conjointe est une nécessité réelle dans un monde qui traverse de nombreuses turbulences ». Selon un communiqué du Conseil de Renouveau économique, à l'issue de sa visite à Oran, l'ambassadeur Pascual a exprimé sa «satisfaction» d'avoir rencontré des opérateurs économiques algériens qui pourraient facilement être complémentaires aux entreprises européennes, réaffirmant son «désir de renforcer les liens entre les opérateurs algériens et leurs homologues européens».

## 2<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DES DATTES

# Plus de 180 exposants attendus du 21 au 23 novembre au Palais des expositions

La 2<sup>e</sup> édition du Salon international des dattes se tiendra du 21 au 23 novembre en cours au Palais des expositions «Safex» d'Alger, avec la participation de plus de 180 exposants, ainsi que divers acteurs et intervenants de cette filière.

Lors d'une conférence de presse consacrée à cet événement, dimanche à Alger, le président de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), Mohamed Yazid Hambli a précisé que cette manifestation, organisée par la chambre sous le patronage du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, aurait pour thème «Nos dattes... authenticité et économie durable».

Il a également indiqué que cet événement réunirait différents acteurs et intervenants de la filière, dont des producteurs, des conditionneurs, des exportateurs, des transformateurs et des artisans locaux, ainsi que des participants de pays étrangers, tels que la Tunisie, la Libye et la Turquie.

De plus, ce rendez-vous offrira à tous les

acteurs «un espace commun pour échanger et relever le défi du développement de cette filière», ajoute M. Hambli qui a souligné que ce salon était «un moyen de stimuler la concurrence afin d'améliorer le produit et de promouvoir son exportation».

Cette manifestation représentera, selon le responsable, une opportunité pour les exposants locaux et les pays participants d'exposer et de commercialiser les dattes et leurs dérivés.

Elle permettra aussi aux acteurs locaux et étrangers, ainsi qu'aux visiteurs, d'échanger et de contribuer à la promotion des exportations de dattes et de leurs dérivés, renforçant ainsi leur position sur les marchés internationaux.

Le salon verra aussi la présentation de recherches et d'études réalisées par des chercheurs et spécialistes de la filière des dattes. Dans ce sillage, M. Hambli a souligné l'importance économique de cette

filière, qui constitue une ressource génératrice de richesses pour de nombreux pays à environnement saharien.

En Algérie, les dattes représentent la première filière agricole dans les régions du sud, avec plus de 19 millions de palmiers, a-t-il fait savoir.

Et de rappeler, à ce propos, l'augmentation de la production de dattes entre 2021 et 2023, atteignant plus de 11,5 millions qx, affirmant que l'Algérie était l'un des leaders mondiaux en la matière.

Le conférencier a relevé la nécessité de développer les industries de transformation et de moderniser le secteur à travers la mécanisation et les techniques de commercialisation et d'emballage.

Enfin, il a évoqué la feuille de route adoptée par le Gouvernement pour relancer cette filière, qui prévoit la plantation d'un (1) million de palmiers, soulignant que la réalisation de cet objectif requerrait l'association de tous les acteurs.

# ÉCONOMIE INDIENNE : Dynamisme, défis, perspectives et risques

*L'Inde, avec son économie dynamique et en plein essor, attire de plus en plus l'attention des investisseurs internationaux. Ce géant d'Asie du Sud, connu pour sa diversité culturelle et son histoire riche, est également un acteur majeur sur la scène économique mondiale.*



SONATRACH

## Réception d'une nouvelle cargaison d'équipements pour la réalisation de stations de dessalement d'eau de mer

# ÉCONOMIE INDIENNE : Dynamisme, défis, perspectives et risques

*L'Inde, avec son économie dynamique et en plein essor, attire de plus en plus l'attention des investisseurs internationaux. Ce géant d'Asie du Sud, connu pour sa diversité culturelle et son histoire riche, est également un acteur majeur sur la scène économique mondiale.*

## 1. Un acteur économique de premier rang

Les indices économiques, tels que ceux des directeurs d'achat, ne sont pas toujours captivants et peuvent prêter à confusion avec leurs fluctuations mineures. Cependant, l'Inde, en tant que troisième économie mondiale, présente des aspects plus prometteurs. Les immatriculations de deux-roues, un secteur comprenant motos et scooters, sont revenues aux niveaux de 2019, montrant une reprise régulière. Ces statistiques, complétées par les données sur les voyages aériens et la consommation de carburant, révèlent une consommation en hausse et un pays en pleine transformation, avec une classe moyenne en expansion et une meilleure accessibilité aux services éducatifs, de santé et financiers pour tous.

L'Inde est reconnue pour sa production à faible coût et sa demande croissante. De plus, le pays se distingue dans plusieurs domaines innovants. Des investissements massifs dans la technologie et la fabrication, considérant l'Inde comme un centre industriel moins risqué que la Chine, ont été annoncés. Le principal indice boursier indien, le BSE Sensex, regroupant d'importantes banques et entreprises, a augmenté de 20 % en un an, avec un ratio cours/bénéfice

attractif. En comparaison, le Dax 30 allemand présente un ratio inférieur. L'Inde a encore un potentiel de croissance, notamment si le gouvernement favorise davantage d'investissements étrangers.

Enfin, les indicateurs classiques, comme la croissance annuelle du PIB de 6 % depuis 2014, et le dépassement de la Chine en termes de population, témoignent du dynamisme de l'Inde. Un facteur clé est l'âge moyen de la population, sensiblement inférieur à celui de la Chine, signalant un potentiel de marché jeune et en développement.

## 2. L'essor de l'économie indienne : stabilité et croissance durable

L'Inde se distingue comme le marché émergent connaissant la plus rapide croissance économique. Avec une prévision de croissance dépassant 6% en 2024, elle se positionne devant la Chine et d'autres économies en plein essor comme l'Indonésie et Taïwan. Bien que cette croissance soit moins spectaculaire que les 8% des années 2000, elle marque un rebond significatif par rapport à la période pré-pandémique.

Ce développement n'est pas le fruit d'une politique de relance effrénée. Le gouvernement de Narendra Modi privilégie la stabilité macroéconomique, se concentrant sur le contrôle de l'inflation plutôt que sur une politique de dépenses effrénées. Cela se traduit par une gestion rigoureuse des déficits budgétaires et courants.

Selon Murali Yerram de Franklin Templeton, cette croissance économique généralisée booste aussi les profits des entreprises. La participation croissante des investisseurs locaux sur le marché boursier est également notable. Les dépenses publiques jouent un rôle clé dans cette dynamique, mais contrairement à la Chine, l'Inde mise sur une utilisation judicieuse des recettes fiscales plutôt que sur



l'endettement massif. Depuis près d'une décennie, Modi a accru les recettes fiscales grâce à l'instauration d'une Taxe sur les Produits et Services (TPS) variant entre 5 et 28%.

Ce système fiscal, en place depuis 2017, a progressivement renforcé les recettes de l'État. L'Inde a également entrepris des réformes bancaires significatives avec l'ouverture de près de 500 millions de nouveaux comptes, augmentant l'accès bancaire des adultes de 35% en 2011 à près de 77% en 2021, avec une majorité de titulaires féminins.

## 3. Election indienne et perspective économique

L'élection imminente en Inde est

déterminante, avec Narendra Modi briguant un troisième mandat. Murali Yerram de Franklin Templeton prévoit une diminution des dépenses publiques, liée à une stagnation des recettes fiscales. Cependant, l'OCDE reste positive, suggérant que les ajustements budgétaires pourraient bénéficier au secteur privé. Malgré des coupes possibles, les dépenses gouvernementales restent importantes, avec des investissements prévus dépassant les 100 milliards de dollars.

Yerram observe une forte santé financière des entreprises indiennes, anticipant une croissance économique robuste. Les investissements privés se dirigent vers des secteurs clés tels

que les semi-conducteurs et l'énergie solaire. Bien que la bourse indienne ait sous-performé par rapport à la croissance des bénéfices, une réévaluation est possible en 2024 si la croissance est perçue comme durable.

Les élections sont vues comme un point de bascule potentiel par Barclays, avec des perspectives de renforcement de l'industrie manufacturière et de développement des infrastructures, offrant des opportunités supplémentaires de croissance pour l'économie indienne.

## 4. Un marché émergent propulsé par sa classe moyenne

L'Inde se distingue comme un

marché émergent attrayant grâce à sa démographie jeune et sa classe moyenne en expansion. Contrairement au Nigeria, dont la jeunesse n'a pas encore stimulé l'économie de manière significative, ou au Japon, où une population vieillissante a tout de même entraîné une bonne performance en 2023, l'Inde combine croissance démographique et augmentation de la richesse.

Cette dynamique attire les entreprises internationales telles que HALEON (HLN), qui connaît une croissance significative en Inde, surpassant largement celle des marchés développés. Le développement massif du transport aérien intérieur, avec des commandes importantes

d'avions auprès d'Airbus et Boeing par Air India et IndiGo, illustre la réponse croissante à la demande de cette classe moyenne.

Les réformes gouvernementales, notamment fiscales, ont amplifié le pouvoir d'achat, comme le montre l'augmentation des acquisitions de biens de luxe et la facilité d'accès au financement pour ces achats. L'Inde se distingue également par son exportation de services et de technologies, notamment dans le domaine de l'informatique et de l'intelligence artificielle, grâce à des entreprises comme Infosys et Tata. Avec le plus grand nombre de diplômés en ingénierie au monde et un secteur des services bien établi,

l'Inde est en train de se positionner comme un leader de l'innovation numérique mondiale.

## 5. L'économie indienne est-elle la nouvelle Chine ?

La croissance rapide de l'Inde, marquée par un essor des infrastructures, une classe moyenne en expansion et un développement technologique local, évoque des similitudes avec la Chine des dernières décennies. La comparaison s'est intensifiée depuis que l'Inde a dépassé la Chine en population en 2023, et son PIB par habitant est aujourd'hui équivalent à celui de la Chine il y a 20 ans, période de forte accélération économique.

Néanmoins, des différences notables séparent les deux géants asiatiques. La croissance chinoise a été fortement stimulée par les liquidités publiques et les exportations à bas prix, tandis que l'Inde s'appuie davantage sur les revenus fiscaux avec un investissement total représentant environ 30% de son PIB, contre 45% parfois pour la Chine.

Les analystes de Bernstein estiment que bien que l'Inde ne suive pas exactement le même chemin d'investissement frénétique que la Chine, sa trajectoire est plus durable et ses investissements pourraient avoir des effets plus durables. Ils ajoutent que l'Inde entretient des relations commerciales plus étroites avec l'Europe et l'Amérique du Nord, éliminant le besoin d'imiter technologiquement les grandes puissances, un défi auquel la Chine a dû faire face. Selon GQG Partners, l'Inde, qui était autrefois perçue comme une économie émergente fragile, se distingue maintenant clairement de la Chine. Rajin Jain de GQG souligne que le ratio dette/PIB de l'Inde est bien inférieur à celui de la Chine, et les entreprises indiennes affichent un rendement des capitaux propres supérieur,

témoignant de la solidité commerciale de l'Inde.

Cependant, la Chine reste un pays plus riche et cette situation devrait perdurer. L'un des défis majeurs pour l'Inde concerne l'utilisation optimale de sa main-d'œuvre dans la prochaine décennie. Le taux d'activité en Inde est d'environ 51%, contre 76% en Chine. De plus, le marché du travail en Inde est principalement masculin, avec une participation féminine en baisse constante depuis 20 ans, un aspect que Barclays identifie comme un potentiel levier de croissance économique pour l'Inde.

## 6. Les défis des 3C pour l'économie indienne : conglomérats, corruption et changement climatique

L'investissement en Inde présente des risques spécifiques liés aux conglomérats, à la corruption et au changement climatique. Malgré ses avancées, l'approche antilibérale du gouvernement Modi peut limiter son attractivité auprès de certains investisseurs.

Conglomérats : La diversité et la gestion des conglomérats indiens, tels qu'Adani et Reliance Industries, représentent un défi majeur. La complexité de leur valorisation et gestion suscite des inquiétudes, en particulier suite à des allégations de structures secrètes chez Adani. Reliance, sous contrôle familial, est néanmoins un acteur majeur, notamment dans le domaine de l'énergie verte, avec des projets ambitieux dans le solaire et l'hydrogène.

Changement Climatique : L'Inde, encore largement agraire, est fortement impactée par le changement climatique. La dépendance au charbon reste un enjeu, malgré l'amorce d'une transition vers les renouvelables. La consommation de charbon reste élevée et son remplacement progressif nécessitera des investissements conséquents et du temps.

SONATRACH

# Réception d'une nouvelle cargaison d'équipements pour la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer



*Le groupe Sonatrach a réceptionné, samedi à l'aéroport international Houari Boumediene, une nouvelle cargaison d'équipements destinés à la réalisation de cinq (5) stations de dessalement de l'eau de mer, à bord d'un avion cargo, indique un communiqué du Groupe.*

« En concrétisation du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité hydrique en Algérie, à travers le dessalement de l'eau de mer au titre du programme national com-

plémentaire pour la réalisation de cinq grandes stations de dessalement de l'eau de mer d'une capacité globale de 1,5 million m<sup>3</sup>/jour, le groupe Sonatrach a procédé via ses filiales et en application des orientations du PDG du groupe, Rachid Hachichi, au lancement d'un nouveau pont aérien pour transporter les équipements et le matériel destinés à ces projets", lit-on dans le communiqué.

Ce pont aérien se poursuit en utilisant "les plus grands avions cargo du monde, pour assurer le maintien de la cadence accélérée de réalisation des projets et leur réception dans les délais impartis", selon la même source.

Dans ce cadre, le Groupe "a réceptionné une nouvelle cargaison contenant 72 tonnes d'équipements à bord d'un avion qui a atterri ce matin à l'aéroport international Houari Boumediene, consistant en échangeurs de chaleur pour les stations à

pression moyenne, destinés au projet de la station de dessalement de l'eau de mer de Tighremt (Béjaïa)".

Cette cargaison a été réceptionnée par des représentants de la société Algerian Energy Company (AEC) et de l'Entreprise nationale de canalisations (ENAC), filiales du Groupe Sonatrach", ajoute le communiqué.

Le Groupe avait réceptionné, jeudi, une nouvelle cargaison contenant 49 tonnes d'équipements consistant en stations isolées au gaz (GIS) destinés à alimenter ces stations en énergie.

Les efforts consentis et les mesures prises par Sonatrach reflètent "l'engagement du Groupe, toutes filiales confondues, à réaliser ces projets selon les normes en vigueur et à veiller à les livrer dans les délais impartis", eu égard à leur importance stratégique pour la sécurité hydrique du pays, conclut le communiqué.

MOBILIS SOUTIENT L'AGRICULTURE DU SAHARA

## 4<sup>e</sup> Agri-Solution Lab Innovation saharienne

L'Ecole nationale supérieure agronomique (ENSA) organise du 17 au 23 novembre courant, la 4<sup>e</sup> édition de son Agri-Solution Lab, avec pour thème l'innovation et l'agriculture saharienne, a-t-elle annoncé, hier samedi dans un communiqué.

L'édition de cette année sera consacrée au développement de solutions innovantes pour l'agriculture saharienne, avec l'appui de l'entreprise de téléphonie Mobilis, en tant que partenaire technologique de l'événement, à travers ses solutions innovantes, notamment dans le domaine de la connectivité. Le choix d'orienter les théma-

tiques de l'Agri-Solution Lab autour du développement de l'agriculture saharienne traduit l'engagement de l'ENSA et de l'opérateur public Mobilis dans l'accompagnement des choix stratégiques du pays, affirme le communiqué. Cette collaboration traduit également la volonté des deux partenaires à promouvoir et soutenir le développement de solutions technologiques pour le secteur agricole, ajoute la même source. Des étudiants, des diplômés et des experts des domaines agricoles et de l'intelligence artificielle seront accueillis tout au long de l'événement pour présenter leur

innovation et relever des défis techniques lancés par deux groupes économiques engagés dans le développement de l'agriculture saharienne à travers de grands projets investissements, explique le communiqué. «En combinant l'expertise agronomique et la puissance des technologies numériques, les participants élaboreront des solutions pratiques aux problèmes techniques et organisationnels rencontrés par les entreprises partenaires». Les défis à relever porteront sur la conception et optimisation d'une ferme intégrée de grande taille d'élevage ovin, la conception d'un pivot d'irrigation intelligent et la conception d'un système intelligent de gestion de la santé des cultures sous pivot. Les projets de solution seront présentés devant un jury composé des experts et de professionnels. L'événement verra également la tenue d'ateliers, de présentations et d'événements de réseautage. Des mentors de divers domaines, notamment l'agronomie, l'IA, la finance et la communication, accompagneront les équipes dans l'élaboration de leur projet de solution. En réunissant des esprits brillants et des leaders de l'investissement dans l'agriculture saharienne, l'ENSA Agri-Solution Lab contribue à stimuler des avancées significatives dans le développement agricole, conclut le communiqué.

LOI DE FINANCES 2025

### Le Conseil de la nation saisit la Cour constitutionnelle sur la non-conformité à la Constitution de certains amendements

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a saisi, samedi, la Cour constitutionnelle au sujet de la non-conformité à la Constitution des amendements relatifs à certains articles de la loi de finances 2025, et ce, suite à l'adoption du texte de loi par les membres de la chambre haute du Parlement, a indiqué un communiqué de cette institution. "Conformément aux dispositions de la Constitution, notamment ses articles 192 et 193, et suite à l'adoption, par le Conseil de la nation, samedi 16 novembre 2024, du texte de loi portant loi de finances pour 2025, le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a saisi la Cour constitutionnelle au sujet de la non-conformité des amendements relatifs aux articles 23, 29, 33 et 55 à la lettre de l'article 147 de la Constitution", lit-on dans le communiqué.

CONFÉRENCE DU MSP  
SUR LA DIVERSIFICATION  
ÉCONOMIQUE

### Vers une économie durable et compétitive

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a organisé samedi à Alger, une conférence sur la diversification économique en Algérie, présidée par M. Abdelaali Hassani Cherif, président du Mouvement, en présence de cadres du parti et d'experts. Intervenant lors de cette conférence intitulée "Diversification économique en Algérie : vers la construction d'une économie durable et compétitive pour faire face aux défis mondiaux", le président du MSP a rappelé que cet événement économique était le deuxième du genre après celui organisé l'année dernière, soulignant l'importance de ces rencontres thématiques en vue d'enrichir le débat sur les initiatives économiques et politiques visant à relancer l'économie nationale. Abordant le thème de la conférence, M. Hassani Cherif a précisé que ce choix s'explique par l'interdépendance de l'économie algérienne avec l'économie mondiale, ajoutant que son parti a pris l'initiative d'organiser cette rencontre dans une optique d'orientation, de proposition d'alternatives et d'évaluation objective sur la base de normes scientifiques reconnues, tout en suivant les principales publications, et les centres financiers et de décision qui s'intéressent aux économies des pays, et qui contribuent à la lecture et à l'analyse des données économiques et des indicateurs internationaux.

A cette occasion, les experts participants ont évoqué un ensemble de stratégies à même de contribuer à la réalisation de la diversification économique en Algérie, en comptant sur divers secteurs, notamment agricole et industriel, ainsi que sur les richesses naturelles, afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de mieux faire face aux crises économiques mondiales. Ils ont, en outre, souligné la nécessité d'associer les jeunes afin de relever le défi de la numérisation, en leur offrant des opportunités d'investissement à travers une formation renforcée aux compétences numériques en vue de créer une main d'œuvre prête à l'économie numérique, outre le renforcement de la performance et du professionnalisme du secteur bancaire et le développement de la Finance islamique.



UN PROJET STRATÉGIQUE POUR L'AUTOSUFFISANCE ET L'EMPLOI

# Lancement du complexe de fertilisants à Oued Keberit



*Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a donné, samedi, le coup d'envoi des travaux préparatifs pour la réalisation du projet du complexe de transformation et de production de fertilisants azotés et phosphatés à Oued Keberit, dans la wilaya de Souk-Ahras.*

Selon les explications données au ministre, qui était accompagné lors de sa visite de travail dans cette wilaya des P-dg des groupes Sonatrach et Sonarem, respectivement MM. Rachid Hachichi et Belkacem Soltani, ce complexe utilisera le phosphate extrait de la mine de Bled El Hadba (Tébessa) pour produire, notamment, l'acide sulfurique, l'acide phosphorique et l'ammoniac. Ce projet constitue la pierre angulaire pour l'autosuffisance de l'Algérie en matière de production de fertilisants agricoles et assurera des milliers

d'emplois pour les jeunes de la région. Dans son allocution à l'occasion, le ministre de l'Energie et des Mines a souligné que l'Algérie figure parmi les 10 premiers pays au monde avec des réserves géologiques en phosphate estimées à plus de 3 milliards tonnes à l'est du pays, dont 1,2 milliard tonnes au gisement de Bled El Hadba (Tébessa) et la concrétisation de ce projet intégré représente une valeur ajoutée pour l'économie nationale, d'un côté, et contribuera, de l'autre, à consolider la sécurité alimentaire nationale.

Le ministre a salué les efforts de toutes les parties contribuant au succès de ce projet vital, à l'instar de Sonatrach, Sonarem et plusieurs autres sociétés nationales, préconisant la conjugaison des efforts de tous pour respecter le calendrier établi et concrétiser les objectifs tracés en accord avec la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune de transformer l'Algérie en pôle industriel puissant reposant sur l'exploitation des ressources nationales et la concrétisation du développement durable

TLEMCEM

## Saisie de plus de 178 kg de drogue

La brigade régionale de lutte contre le trafic illégal de drogues de Tlemcen a mis fin, à la fin de la semaine dernière, aux activités d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogues, composé de trois membres. Plus de 178 kg de résine de cannabis (haschich) ont été saisis, ainsi que deux véhicules utilisés pour le stockage et la distribution de la drogue.

L'opération a été le fruit d'une enquête approfondie menée par les enquêteurs de la brigade, suite à une tentative du réseau de faire entrer une importante quantité de drogue en provenance de la wilaya de Béchar, à destination des villes de l'ouest du pays. Les mouvements des suspects ont été suivis, et ils ont été interceptés à bord d'un camion où plus de 178 kg de résine de cannabis étaient soigneusement dissimulés dans la



remorque, en plus d'une autre voiture utilisée pour faire diversion. Après avoir effectué les démarches légales, les membres du réseau ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Telagh (Sidi Bel-Abbès) pour les

accusations de « possession, stockage et transport illégal de drogues dans le cadre d'un groupe criminel organisé » et « contrebande d'une grande ampleur menaçant la sécurité nationale et la santé publique ».

ANNABA

## Ouverture du Salon national du miel

Le Salon national du miel s'est ouvert samedi au niveau du Cours de la Révolution du centre-ville d'Annaba avec la participation d'apiculteurs de 17 wilayas du pays. Initié par la Chambre de wilaya de l'artisanat et des métiers (Cam) avec le concours de la Chambre de l'agriculture et l'association des apiculteurs de l'Edough, le Salon expose les divers produits de la ruche et les multiples variétés de miel spécifiques à la végétation de chaque région avec la proposition d'offres promotionnelles aux visiteurs.

La manifestation, qui dure 10 jours, donnera lieu à l'organisation d'ateliers de formation dédiés aux apiculteurs sur les techniques de marketing pour améliorer leurs compétences commerciales. La wilaya d'Annaba compte 600 apiculteurs exploitant 18.000 ruches.

Un projet de labellisation du miel de la région de l'Edough a été présenté aux instances concernées en vue de confirmer la qualité de ce miel et lui ouvrir de nouvelles perspectives de commercialisation et en assurer l'exploitation pérenne, a indiqué, à l'APS, Chemseddine Hachemi Rachedi, président de l'association des apiculteurs de l'Edough.

Selon la même la source, plus de 100 apiculteurs exploitent près de 3.000 ruches dans la région de l'Edough qui englobe les six communes de Seraïdi, Chetaïbi, El-Bouni, Oued Aneb, Tréat et Sidi Aïssa produisant en moyenne 4 kg de miel par ruche.

## INTOXICATION AU MONOXYDE DE CARBONE

### 7 victimes à M'sila et Annaba

7 personnes souffrent de difficultés respiratoires après avoir inhalé du monoxyde de carbone provenant d'un chauffe-eau dans les wilayas de M'sila et Annaba.

Les services de la Protection civile ont expliqué que leurs équipes sont intervenues suite à un incident d'intoxication au monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-eau dans le quartier résidentiel de la commune et daïra de M'sila.

L'incident a affecté une famille composée de 4 personnes (la mère et trois filles), âgées de 7 à 35 ans, qui ont présenté des difficultés respiratoires. Elles ont été secourues et transportées à l'hôpital de M'sila.

Trois autres personnes ont également été victimes de difficultés respiratoires dues à l'inhalation de monoxyde de carbone émis par un chauffe-eau dans le quartier Boukhedra 03, dans la commune et daïra de El-Bouni, wilaya d'Annaba. Les victimes, âgées de 24 à 67 ans, ont été secourues et transférées à l'hôpital d'El-Bouni.

CANCER

# La restriction calorique sévère peut freiner la tumeur

*De précédentes études, précliniques, avaient déjà suggéré a démontré qu'une restriction calorique sévère sous la forme d'un jeûne intermittent ou d'un régime imitant le jeûne peut avoir de puissants effets anticancéreux lorsqu'elle est associée à des traitements pharmacologiques standard.*

Cependant, l'innocuité et les effets biologiques de la restriction calorique chez les patients cancéreux ont été relativement encore peu étudiés. L'essai est mené auprès de 101 patients présentant différents types de tumeurs traités avec différentes thérapies anticancéreuses standards.

Les chercheurs ont invité les participants à suivre un régime de restriction calorique, essentiellement à base de végétaux à faible teneur en glucides et en protéines, fournissant jusqu'à 600 Kcal le jour 1 et environ 300 Kcal les jours 2, 3, 4 et 5, pour un apport calorique total de 1.800 Kcal sur 5 jours. Ce cycle a été répété toutes les 3 ou 4 semaines jusqu'à un maximum de 8 cycles consécutifs.

La restriction calorique était suivie d'une période de réalimentation « normale » de 16 à 23 jours, au cours de laquelle les patients n'ont été soumis à aucune restriction alimentaire spécifique mais ont été invités à se conformer aux recommandations relatives à une alimentation et un mode de vie sains. Les chercheurs ont également évalué les effets de la restriction calorique sur le métabolisme et les réponses immunitaires des patients.

Plus précisément ensuite, les chercheurs ont évalué les cellules immunitaires infiltrant la tumeur, et les profils immunitaires chez un sous-groupe de 22 patientes atteintes d'un cancer du sein pour lesquelles suffisamment de tissu



tumoral avait été collecté avant et après la restriction alimentaire.

## L'analyse montre :

Une observance de 91,8% de l'ensemble des cycles de restriction calorique ; une bonne sécurité de ce programme de restriction avec une incidence d'événements indésirables de 12,9 %, les effets les plus courants étant la fatigue, rarement grave ; globalement le programme apparaît donc « faisable » et bien toléré par la majorité des participants, quel que soit le type de tumeur et les thérapies antitumorales suivies ;

la perte de poids corporel survenue pendant les 5 jours de restriction calorique sévère s'avère réversible chez la plupart des participants, au cours de la période

de réalimentation ;

chez 99 patients évaluable, ce régime de restriction calorique a permis de réduire la glycémie de 18,6%, l'insuline sérique de 50,7% et l'IGF-1 (hormone de croissance Insulin-like Growth Factor One) sérique de 30% , ces modifications restant stables au cours des 8 cycles consécutifs ;

une sous-analyse menée sur 38 patients à la fin d'un cycle de 5 jours de restriction calorique, les chercheurs constatent une diminution significative des cellules myéloïdes immunosuppressives circulantes et une augmentation des cellules T CD8+ activées.

Ces 2 effets « antitumoraux », sont observés indépendamment des thérapies antitumorales concomitantes ; la sous-analyse menée auprès des de 22 patientes atteintes d'un cancer du sein,

confirme une augmentation significative des cellules T CD8+ infiltrant la tumeur et d'autres modifications exprimant un microenvironnement immunitaire antitumoral, après la restriction calorique.

Pris ensemble ces résultats du premier essai clinique mené chez l'Homme sur le sujet, confirment l'efficacité biologique et un niveau élevé de sécurité/innocuité de ce programme de restriction calorique .

« Ce type de programme peut vraiment favoriser l'activation de réponses immunitaires antitumorales », concluent les chercheurs qui rappellent que : « la restriction calorique est une approche sûre, peu coûteuse et efficace, qui peut être combinée avec des thérapies antinéoplasiques standard, dans le traitement du cancer ».

**PUBLICITÉ**

ESPAGNE

# Des milliers de personnes manifestent à Madrid pour réclamer l'autodétermination du peuple sahraoui

*Des milliers de personnes ont manifesté, samedi à Madrid, pour exiger du gouvernement de Pedro Sanchez une position "claire et ferme" dénonçant l'occupation du Sahara occidental par le Maroc et pour réclamer l'autodétermination du peuple sahraoui.*

Selon les organisateurs, plus de 3.000 personnes des différents comités, associations et organisations de solidarité avec le peuple sahraoui se sont rassemblés devant la gare d'Atocha pour afficher leur soutien au peuple sahraoui et appeler au respect du droit international au Sahara occidental. Le cortège s'est ébranlé en début d'après-midi et des groupes importants de manifestants ont convergé de diverses régions d'Espagne vers la Place Puerta del Sol. Organisée à l'appel de la Coordination des associations de solidarité avec le Sahara occidental (CEAS Sahara), la manifestation a attiré des hommes politiques, des représentants du monde de la Culture et de la Société civile qui ont marché aux côtés du représentant du Front Polisario en Espagne, Abdullah Alarabi. La manifestation a été menée par le secrétaire général d'"Izquierda Unida", Enrique Santiago, la parlementaire Estrella Galan et l'eurodéputée Isa Serra qui ont défilé derrière une grande banderole réclamant "l'autodétermination du peuple sahraoui" et le "respect des arrêts de la Cour de justice de l'UE". Les manifestants ont battu le pavé aux cris de "Non aux accords de Madrid", "Stop aux violations des droits de l'Homme au



Sahara occidental", appelant au "respect des résolutions de l'Onu" et à "l'organisation du référendum d'autodétermination" au Sahara occidental. Les participants à la manifestation, venus des quatre coins d'Espagne, ont scandé également des slogans dénonçant le "pillage" des richesses naturelles du Sahara occidental et ont levé des banderoles demandant le respect du principe de la souveraineté permanente des peuples sur leurs ressources naturelles. Ils ont exigé, en outre, de l'Union européenne (UE) de se conformer aux arrêts de sa Cour de Justice concernant le Sahara occidental. La haute juridiction européenne a invalidé, début octobre, deux accords commerciaux entre l'UE et le Maroc, précisant que les ressources naturelles du Sahara occidental ne peuvent être exploitées sans le consentement du peuple sahraoui, légitimement représenté par le Front Polisario. "Cette décision de justice réaffirme que le

Sahara occidental n'est pas un territoire marocain et ne peut, donc, être inclus dans des accords sans violer le droit international", avait souligné la CEAS Sahara dans son appel à manifester. La "forte mobilisation" de ce samedi à Madrid des défenseurs de la cause sahraouie vient aussi "rappeler au Gouvernement espagnol et à la communauté internationale que la juste revendication du peuple sahraoui à son autodétermination est un droit inaliénable et imprescriptible", ont fait remarquer les organisateurs, réitérant leur rejet des accords de Madrid, qui ont "condamné le peuple sahraoui à plus de quatre décennies d'exode et de souffrance". Ces accords signés le 14 novembre 1975 à Madrid par l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie, établissent les conditions du retrait espagnol du Sahara occidental et la partition du territoire entre le Maroc et la Mauritanie. Mais cette dernière a abandonné toute revendication sur la région depuis août 1979.

L'OPPOSANT MAROCAIN MOHAMED EL BATTIUI RÉVÈLE :

## « Des militaires marocains participent au génocide à Ghaza »

Le Maroc participe de manière directe dans le nettoyage ethnique perpétré par l'entité sioniste contre le peuple palestinien à Ghaza et ce, en alimentant la machine génocidaire en soldats, en armes et en munitions, révèle Mohamed El Battui, opposant et académicien marocain, docteur en sciences économiques et de gestion. Les fortes suspicions à l'égard du Maroc, concernant son implication directe dans les massacres perpétrés depuis plus d'un an à Ghaza, sont désormais des faits avérés et confirmés. À coups d'arguments, l'opposant marocain a démonté les prétextes fallacieux avancés par El Mekhzen, suite à l'accostage, en juin dernier, de l'INS Komemiyut. Ce navire de guerre appartenant à l'entité sioniste a accosté au port de Tanger pour effectuer « une escale technique ». Il venait des Etats unis et se rendait à Haïfa chargé d'armes et de munitions. « Le prétexte qui a été fourni comme quoi le bateau manqué de carburant ne tient pas la route. Un Etat qui prétend être l'un des plus grands sur le plan militaire au Moyen-Orient ne peut pas faire une telle erreur d'appréciation concernant le chargement en carburant.

Selon les informations qui nous ont été fournies par des militaires de carrière, ce cas de figure ne peut se produire, car les bateaux de guerre ont suffisamment de carburant voire même une réserve de 30% en plus », explique M. El Battui lors de son passage dans l'émission « L'histoire en marche » de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne. « L'accostage de ce bateau dans le port de Tanger n'était pas destiné au ravitaillement en carburant, mais plutôt pour prendre des armes et des munitions pour les militaires marocains qui sont à Ghaza, car ils n'utilisent pas les mêmes armes que les soldats sionistes et, de ce fait, ne peuvent pas être ravitaillés sur place. Il fallait, donc, revenir à la caserne de départ, c'est-à-dire le Maroc, pour pouvoir leur fournir ce dont ils ont besoin, en armes et en munitions, mais également en informations, en médicaments et autres fournitures », ajoute-t-il. D'après l'opposant marocain, des petits bateaux continuent à faire des escales et reviennent de manière très discrète tous les deux mois. Toutefois, la société civile marocaine, ainsi que des associations de défense des droits de l'homme guettent ces

navires et les débusquent à chaque fois. Outre la voie maritime, le soutien du Maroc en faveur de la machine de guerre sioniste se fait également par la voie des airs. « Il y a d'autres informations qui disent qu'il y a des avions qui décollent depuis le Maroc pour faire escale aux Émirats arabes unis avant de rallier l'aéroport de Ben Gourion. Ces vols se font lorsqu'il s'agit d'un chargement modeste, mais lorsqu'il est question de gros chargements, ils sont obligés d'utiliser les bateaux », informe l'orateur.

### « C'est un comportement de voyou »

Pour l'académicien, le Mekhzen adopte « un comportement de voyou, dénué d'honneur et de pudeur », en soulignant que « le Roi du Maroc est, d'une manière un peu caricaturale, le président du Comité Al-Qods, de ce fait, il aurait dû se caractériser par un minimum d'honneur et de pudeur pour refuser que ce bateau n'accoste à Tanger. Mais, cela confirme que ce navire ne peut pas tomber deux fois à court de carburant à chaque fois qu'il passe

### BRÉSIL Marche pro-palestini- enne à Rio avant le sommet du G20

Une marche de soutien aux Palestiniens a rassemblé plusieurs centaines de personnes samedi à Rio de Janeiro, où se retrouvent la semaine prochaine les dirigeants des grandes économies du G20. La marche s'est déroulée sous la pluie le long de la plage de Copacabana et sous la surveillance de dizaines de policiers et de soldats déployés pour assurer la sécurité du sommet, prévu lundi et mardi en présence, notamment, du président américain Joe Biden et de son homologue chinois Xi Jinping. Certains manifestants portaient des keffieh et des drapeaux palestiniens. Une grande banderole appelait le Brésil à rompre ses relations avec l'entité sioniste, d'autres pancartes demandaient aux alliés de l'entité sioniste de cesser de financer ses agressions militaires à Ghaza et au Liban. Un peu plus loin sur la plage, dans le cadre d'une autre action en marge du G20, des militants ont placé sur le sable des rangées d'assiettes marquées d'une croix rouge : 733 au total pour les 733 millions de personnes qui, d'après l'Onu, ont souffert de la faim l'an dernier.

### LIBAN Le bilan de l'agression sioniste s'élève à 3.452 martyrs

Le ministère libanais de la Santé a annoncé samedi soir que le bilan de l'agression sioniste en cours contre le pays depuis le 8 octobre 2023 s'est alourdi à 3.452 martyrs et 14.664 blessés. Le ministère a indiqué dans un communiqué que "les raids lancés vendredi par l'ennemi (sioniste) sur le Liban, ont fait 7 martyrs et 65 blessés", portant ainsi le nombre total des victimes à 3.452 martyrs et 14.664 blessés depuis le début de l'agression sioniste. Le ministère a souligné que le nombre de victimes enregistrées vendredi comprenait "4 martyrs et 4 blessés" dans le gouvernorat de la Bekaa (Est), "3 martyrs et 37 blessés" dans le gouvernorat du Sud (Sud), "21 blessés" dans le gouvernorat de Nabatieh (sud), et "3 blessés" au Mont-Liban. Il a indiqué que le nombre de victimes parmi les femmes et les enfants s'élevait à 889 martyrs, et parmi le personnel de santé, 208 ont perdu la vie.

R. I. / Agences

par le port de Tanger. Cela confirme qu'il vient chercher des armes qu'on doit fournir à des militaires marocains qui assassinent des enfants, des femmes et des vieillards à Ghaza ». Tout en s'indignant de cet état de fait, plus que regrettable, l'invité de la Chaîne III a fustigé l'armée marocaine, qui, selon lui, manque à son devoir et à sa vocation au sein même de son territoire. « C'est vraiment un combat de lâches. Dans le sud du Maroc, les populations sont toujours à l'abandon depuis le tremblement de terre d'El Haouz (survenu en 2023, NDLR). Le rôle d'une armée n'est pas seulement de protéger ses frontières, mais également de réhabiliter des zones sinistrées et d'être à la disposition des populations en détresse. Cependant, nous avons l'impression qu'ils ont fait d'autres choix. C'est pour cela que je dis souvent que le Maroc n'a pas d'armée, et maintenant c'est la grande catastrophe, car elle est en train de tuer nos frères palestiniens, tuer des innocents qui sont spoliés de leurs terres. C'est tous simplement un comportement de voyou, d'irresponsable inhumain », conclut l'opposant marocain.

R. I. / Agences

USMA

## Le technicien tunisien, Nabil Maâloul, défend Petkovic

Interrogé lors de la conférence de presse après la victoire de son équipe face à la Jeunesse de Saoura (9e journée), Maâloul a été questionné sur l'absence de certains joueurs de son équipe, notamment le gardien Ben Bot.

Il a répondu : « *Le sélectionneur national a toujours raison dans ses choix. Je sais qu'il y a un staff complet qui suit le championnat local. Et s'il n'y a pas un joueur dans la liste, cela signifie qu'il y en a un autre qui mérite l'appel, et c'est ce qui se passe partout dans le monde.* »

Maâloul a continué à défendre Petkovic, ajoutant : « *J'ai été sélectionneur à plusieurs reprises, et il n'existe aucun entraîneur qui a un joueur capable d'apporter quelque chose de plus et qui ne l'appelle pas en sélection.* »

Il a précisé : « *Cela signifie que ce n'est pas un entraîneur, et je ne pense pas que cela s'applique à Petkovic. Je le connais bien, c'est un grand entraîneur et il sait ce qu'il fait. En tout cas, je pense qu'il y a beaucoup d'options pour les joueurs évoluant à l'étranger.* »

DELORT :

## « Nous nous sommes libérés psychologiquement et nous ferons un grand match contre le CRB »

L'attaquant de la Mouloudia Club d'Alger (MCA), Andy Delort, a souligné l'importance de la victoire obtenue vendredi face à la Mouloudia d'El Bayadh, lors de la 9e journée de la Ligue Professionnelle.

Delort, auteur du seul but de la rencontre, a insisté sur l'importance de revenir à la victoire, surtout après un match difficile. Il a expliqué dans une interview accordée à la page officielle du club que ce genre de match était crucial pour le moral de l'équipe, surtout avant le derby contre le CR Belouizdad.

Il a ajouté : « *Lorsque nous avons marqué, nous nous sommes tous libérés, ce qui est très bénéfique pour le groupe. J'espère que nous ferons un grand match contre le CRB.* »

Concernant son manque d'efficacité cette saison, avec seulement deux buts inscrits en 8 matches, Delort a expliqué : « *Cela est dû à l'adaptation.* »

*J'ai marqué lors de mon premier match, mais je n'avais pas joué depuis plus de cinq mois. Le but que j'ai marqué contre El Bayadh est important pour moi, surtout sur le plan moral.* »

ELIMINATOIRES CAN 2025 ALGÉRIE 5-1 LIBÉRIA

## Sans faute



**L'équipe nationale de football d'Algérie a achevé son parcours dans les qualifications pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025 en beauté, avec une victoire sans faute et un score impressionnant de 5-1 contre le Liberia, hier soir.**

PAR HAMROUCHE MOUNIR

Le match, qui faisait partie de la sixième et dernière journée des qualifications, s'est joué au Stade Hocine Ait Ahmed à Tizi-Ouzou, sous l'arbitrage de l'officiel gabonais Tanguy Patrice Mbiam. Avant le coup d'envoi, une minute de

silence a été observée en hommage aux légendes du football algérien Rachid Makhloufi et Abdelhamid Merakchi, récemment disparus.

Bien que les Algériens aient rapidement pris le contrôle du match, avec un tir d'Ahmed Kendousi qui a frappé le poteau gauche du gardien libérien, ce sont les Libériens qui ont surpris l'Algérie dès la 6ème minute en profitant d'une erreur défensive.

Cependant, les «Verts» ne se sont pas laissés abattre et ont réagi rapidement. Aissa Mandi égalisait à la 20e minute, avant que le capitaine Riyad Mahrez ne donne l'avantage à l'Algérie en inscrivant un second but.

En seconde période, l'Algérie a maîtrisé le jeu et ajouté trois autres buts, grâce à Baghdad Bounedjah (64'), Amine Gouiri (74') et Mohamed Amine Amoura (90+5'),

pour boucler ce match avec un large score de 5-1.

Dans le même temps, le Togo a également remporté sa rencontre contre la Guinée équatoriale, s'imposant sur le score de 3-0. Voici le classement final du groupe :

1. Algérie - 16 points
2. Guinée Équatoriale - 8 points
3. Togo - 5 points
4. Liberia - 4 points

Avec cette victoire, l'Algérie termine donc les qualifications pour la CAN 2025 avec un sans faute et la première place du groupe.

Le prochain rendez-vous de l'équipe aura lieu en mars 2025, avec deux matches de qualification pour la Coupe du Monde 2026 contre le Botswana à l'extérieur et le Mozambique à domicile.

M. H.

MERCATO :

## Said Benrahma pourrait quitter Lyon en raison de la crise du club

Le destin de l'international algérien Said Benrahma au sein de l'Olympique Lyonnais semble incertain, en raison de la crise économique que traverse le club français.

Selon le quotidien L'Équipe, le club lyonnais est dans une situation délicate, risquant une relégation en Ligue 2 à la fin de la saison, à moins de trouver une solution à ses dettes qui s'élèvent à 500 millions d'euros.



En raison de cette crise, Lyon est empêché de faire de nouveaux transferts et pourrait devoir réduire les salaires des joueurs, ce qui met en péril l'avenir de Benrahma au sein de l'équipe.

Said Benrahma, qui est actuellement dans sa deuxième saison consécutive avec Lyon, pourrait être contraint de quitter le club, tout comme son coéquipier, le franco-algérien Rayan Cherki, dont l'avenir est également incertain. Plusieurs clubs européens, notamment en Espagne et en Allemagne, pourraient profiter de cette situation pour tenter de recruter ces joueurs talentueux, et Benrahma pourrait également se rapprocher de l'équipe nationale algérienne.

Benrahma, qui a rejoint Lyon en provenance de West Ham en 2023, dispose d'un contrat qui court jusqu'en juillet 2027. Avant cela, il avait joué en Angleterre avec Brentford et West Ham, où il a connu une expérience marquante, notamment en aidant Brentford à accéder à la Premier League.

Si la situation financière de Lyon ne s'améliore pas rapidement, l'algérien pourrait bien voir son aventure lyonnaise se terminer plus tôt que prévu.

JUVENTUS

## Pogba quitte le club après la résiliation de son contrat



Le club italien de la Juventus a annoncé la résiliation du contrat de son joueur Paul Pogba d'un commun accord, soit environ quatre mois avant la fin de sa suspension liée à un contrôle antidopage positif. Selon l'accord, Pogba quittera le club le 30 novembre.

Pogba avait été suspendu pour quatre ans après un test positif en septembre 2023, mais le Tribunal arbitral du sport (TAS) a réduit la peine à 18 mois, ce qui lui permettra de revenir sur les terrains dès mars 2025.

Sa future destination n'a pas encore été précisée, mais selon certaines sources médiatiques, il pourrait rejoindre un club qui participera à la Coupe du Monde des clubs de la FIFA en 2025.

GLADIATOR



21h25

TMC

Le général romain Maximus est le plus fidèle soutien de l'empereur Marc Aurèle, qu'il a conduit de victoire en victoire. Jaloux du prestige de Maximus, et plus encore de l'amour que lui voue l'empereur, le fils de Marc Aurèle, Commode, s'arroge brutalement le pouvoir, puis ordonne l'arrestation du général et son exécution. Maximus échappe à ses assassins, mais ne peut empêcher le massacre de sa famille. Capturé par un marchand d'esclaves, il devient gladiateur et prépare sa vengeance.

HIPPOCRATE



21h09

CANAL+

Le docteur Olivier Brun décide de rouvrir le service du Smur. Il rappelle aussitôt le personnel en congés. David intègre pendant une semaine l'équipe d'Alyson avec pour mission de trouver des lits disponibles dans les autres structures d'accueil. En raison de son pessimisme permanent, Chloé se met peu à peu à dos ses collègues. Pendant ce temps, Arben et Hugo partent secourir le responsable d'une épicerie qui n'a pas donné signe de vie depuis plusieurs jours.

LES INVISIBLES DOUGLAS



21h05

2

Marijo et Duchesse découvrent le corps sans vie d'un homme athlétique d'une vingtaine d'années dans un parc. Il a deux balles dans le thorax. Les premières recherches conduisent le commandant Darius et son équipe dans le monde des danseurs de hip-hop. En interrogeant sa mère, ils apprennent que la victime se servait du restaurant de ses parents pour blanchir de l'argent. Les Invisibles remontent la piste d'un ancien conseiller bancaire, Paul Falsenbag, qui avait promis au défunt de faire fructifier son argent afin de financer son voyage aux Etats-Unis.

AMERICAN SNIPER



21h05

3

Pendant le conflit en Irak, au début des années 2000, Chris Kyle, un des snipers les plus précis de l'armée américaine, se retrouve face à un cas de conscience. Le soldat se remémore son enfance, à Odessa, et se souvient de son père, un homme autoritaire et pieux, qui lui apprend à chasser. Il repense à sa vie d'adulte et à son engagement dans les Marines, en 1998, après les attentats contre des ambassades américaines. Le soldat se souvient également de sa rencontre avec Taya, qui va devenir sa femme...



LA SELECTION DE MIDI LIBRE

MAIGRET TEND UN PIÈGE



20h55

arte

Trois femmes sont retrouvées mortes, vêtements lacérés, dans le quartier du Marais, à Paris. Au quatrième meurtre, le commissaire Maigret comprend qu'il a affaire à un tueur en série. Il soupçonne surtout l'assassin de chercher avant tout à faire parler de lui. Maigret décide de lui tendre un piège : il arrête un faux coupable pour mieux piquer l'orgueil du vrai meurtrier. Au cours de la reconstitution du dernier meurtre, une auxiliaire de la police, qui servait d'appât, est agressée, mais elle tient tête à son agresseur et ce dernier parvient à s'enfuir.

25 KILOS : 3 JOURS POUR VIDER SON SAC



21h05

5

L'acteur Gil Alma et son ami Ben partent à la découverte du Pays cathare lors d'un voyage écologique qui les invite à économiser du CO2. Les deux compagnons débute chacun avec un sac de 25 kilos, ce qui représente le rejet de CO2 journalier moyen par habitant. Lorsqu'ils trouvent un moyen de déplacement écologique, ils peuvent se délester de l'équivalent du poids en CO2 économisé. Durant 3 jours, les deux amis, aux personnalités bien différentes, explorent des paysages uniques, font des rencontres basées sur la générosité et repoussent leurs limites au nom d'un tourisme plus respectueux de la planète.

CAT'S EYES ALEXIA



21h10

TF1

Les filles décident de s'inviter au gala d'art se déroulant au château de Versailles. Chacune à trouver un moyen de s'infiltrer dans les murs de la prestigieuse demeure à des postes stratégiques. Alexia est au premier poste pour filer Chassagne et sa tueuse à gage. Le capitaine Assaya commence à avoir des soupçons quant à l'identité de la voleuse. Elle constate que le début des cambriolages correspond au retour de Tamara en France. Quentin et Gwen passe à l'appartement des filles pour interroger Tamara. La capitaine en profite pour mettre Tamara en garde.

CRIMES CRIMES MYSTÉRIEUX EN BRETAGNE



21h05

Chérie 25

Dernière danse à Rennes. Le 7 juillet 2018, près d'une discothèque, les éboueurs retrouvent un jeune garçon grièvement blessé. A l'hôpital, il est identifié. Il s'agit de Dorian, 24 ans. Ce que les enquêteurs découvrent dépasse l'entendement • Folie meurtrière en Ille-et-Vilaine. Le 12 septembre 2018, un jeune homme explique par téléphone aux gendarmes que sa mère, Vera Lucia, et son époux se sont fait agressés dans leur maison par un homme cagoulé. À l'arrivée des militaires, le corps sans vie de Jean-Pierre, l'époux de sa mère, est retrouvé.

Web : www.lemidi-dz.com  
**MIDI**  
Quotidien national d'information Libre

Gérant : Reda Mehigueni  
e-mail : publicite@lemidi-dz.com

Standard : 021.66.22.65  
Rédaction : Tél-Fax : 021.66.22.65  
Publicité : Tél-Fax : 021.66.22.65  
publicite@lemidi-dz.com  
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP  
01, Avenue Pasteur, Alger  
Tél : 020.05.20.91 / 020.05.10.42  
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
Email : agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :  
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre

EURL Midi Libre  
au capital social de 12.000.000 DA  
Compte Bancaire :  
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16  
Adresse : Maison de la presse 1<sup>er</sup>- Mai Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

|         |       |
|---------|-------|
| Fadjr   | 05:51 |
| Dohr    | 12:33 |
| Asr     | 15:18 |
| Maghreb | 17:38 |
| Icha    | 19:05 |

IRC

# LA SITUATION DANS LE NORD DE GHAZA «A DÉPASSÉ LE POINT CRITIQUE»

Le Comité international de secours (IRC) a déclaré dimanche que la situation dans le nord de la bande de Ghaza, assiégée et ravagée par une agression génocidaire sioniste, «a dépassé le point critique», appelant à «la levée immédiate des restrictions sur l'aide humanitaire».

Dans un communiqué publié sur le site de l'ONG, Bart Witteveen, directeur de l'IRC pour le territoire palestinien occupé, a indiqué que la situation dans le nord de Ghaza «a dépassé le point critique», soulignant que «plus de 80% de l'aide humanitaire à destination de Ghaza est actuellement bloquée, les livraisons étant désormais à leur plus bas niveau depuis octobre 2023».

Avant octobre 2023, en moyenne 500 camions d'aide humanitaire entraient chaque jour à Ghaza. Ce niveau était déjà insuffisant pour répondre aux besoins de la population, a jugé le responsable de l'ONG.

Ce dernier a noté qu'aujourd'hui, les aides humanitaires ont atteint des niveaux «dangereusement bas».

«Le pire scénario est peut-être déjà en cours : dans toute la bande de Ghaza», face à la famine, la malnutrition et la mortalité due à la malnutrition et aux maladies augmentent rapidement, a-t-il averti. «La situation est critique. Nous avons quelques jours, et non des semaines, pour prendre des mesures décisives afin d'améliorer ces



conditions désastreuses. Les avertissements des organisations humanitaires sont clairs et cohérents : l'inaction entraînera davantage de morts évitables de civils», a

poursuivi Witteveen, appelant à «la levée immédiate des restrictions sur l'aide humanitaire à destination et à l'intérieur de Ghaza».

CULTURE

## CLÔTURE DE LA 27<sup>e</sup> ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a présidé, samedi à Alger, la clôture de la 27<sup>e</sup> édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), au Palais des expositions «SAFEX» (Alger), et a remis les prix aux lauréats du Prix du livre de jeunesse intitulé «Mon premier livre» et du Prix du «Meilleur stand» du salon.

La cérémonie de clôture qui, s'est déroulée en présence de l'ambassadeur du Qatar en Algérie, Abdulaziz Ali Al-Naama, des représentants du président du Conseil de la nation, du président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Abdelmadjid Zaalani, et des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie, a vu la distinction de Slimani Mouncef Belkacem, lauréat du Prix «Mon premier livre» dans la catégorie langue arabe, pour son roman «Aaliyat Al-Qach», et de Amel Abdallah, lauréate de la catégorie langue amazighe, pour son roman «Twajjat dou Bajou», tandis que le prix dans la catégorie des langues étrangères n'a pas été décerné. Le Prix du livre de jeunesse «Mon premier livre», qui récompense les premières publications des jeunes auteurs de moins de 35 ans ayant publié leur premier livre en 2024, tous genres littéraires confondus, consiste en une attestation honorifique et une récompense financière de 500 000 DA. Le comité a reçu «81 œuvres créatives depuis l'ouverture des candidatures

dans différents genres littéraires», comprenant des pensées, de la poésie, des romans, des nouvelles et des essais, la majorité des œuvres étant des romans, en arabe et en tamazight, d'un «niveau homogène, avec des thématiques variées, mêlant réalisme et fantaisie».

Le prix dans la catégorie des langues étrangères «n'a pas été décerné en raison du faible nombre de textes proposés et de leur non-conformité aux critères de participation» a précisé la présidente du jury, Inchirah Saadi.

A cette occasion, le stand de l'Etat du Qatar a remporté le prix du «Meilleur stands» du salon, et ses organisateurs ont été honorés. Ce stand a attiré les visiteurs grâce à son design unique inspiré des éléments de la culture et du riche patrimoine qatari, tout en intégrant des technologies modernes et de l'innovation, alliant ainsi tradition et modernité, selon les organisateurs du prix.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, Mme Mouloudji a souligné que le secteur de la culture et des arts «s'est toujours engagé à encourager et accompagner les créateurs, notamment les jeunes, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune», ajoutant que «la création du prix «Mon premier livre» dans sa première édition cette année constitue «une étape civilisée pour promouvoir à la fois l'acte

créatif et la lecture».

La ministre a indiqué que le Salon, devenu «un rendez-vous culturel incontournable aux niveaux national et international et placé sous le haut patronage du président de la République, ne cesse de promouvoir la créativité et accompagner les nouvelles générations», rappelant que cette 27<sup>e</sup> édition s'est tenue au mois de novembre, mois de liberté, commémorant le 70<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération. Mme Mouloudji a salué la participation du «Qatar, Etat frère et invité d'honneur du Salon, avec une délégation culturelle de haut niveau, conduite par Son Excellence le ministre qatari de la Culture, Cheikh Abdulrahman bin Hamad Al Thani et une délégation de haut niveau qui a pris part à la cérémonie d'ouverture, aux côtés d'intellectuels, d'écrivains, d'auteurs et d'artistes».

Le dernier jour du Salon a été marqué par une conférence en hommage à l'écrivain, journaliste et critique culturel Ameziane Ferhani, décédé fin décembre 2023.

Le 27<sup>e</sup> Sila, ayant coïncidé cette année avec le 70<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération, sous le slogan «Lire pour triompher», a vu l'organisation de plusieurs conférences sur différentes thématiques, et la participation d'exposants de 1007 maisons d'édition issues de 40 pays.

### APPRENTISSAGE DES TECHNOLOGIES ET DE LA PROGRAMMATION

#### Bourse d'été aux États-Unis pour les filles

L'ambassade des États-Unis en Algérie a annoncé l'ouverture d'une bourse d'études complète pour passer trois semaines aux États-Unis cet été. Selon un communiqué de l'ambassade, cette bourse est destinée aux élèves de niveau secondaire, afin d'apprendre la programmation et les technologies. Le communiqué ajoute que ce programme est réservé aux filles âgées de 15 à 17 ans. L'ambassade a invité les intéressées à soumettre leur candidature pour rejoindre une communauté de jeunes filles qui changent le monde des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.

### ACCIDENTS DE LA ROUTE

#### 5 morts et 203 blessés en 24 heures

Cinq personnes sont décédées et 203 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus au cours des dernières 24 heures à travers le pays, indique, ce dimanche un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Ouled Djellal où 3 personnes sont décédées et 2 autres ont été blessées, suite à une collision entre deux véhicules, suivie d'un incendie, précise la même source.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 11 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles respectifs, dans les wilayas de Annaba, M'Sila et Relizane, ajoute le communiqué. Les équipes de la Protection civile sont également intervenues pour l'extinction de 4 incendies urbains et divers dans les wilayas de Bouira, Médéa, Oran et El Taref.